Les cahiers d'*El Oumami*

Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)

1

Parti Communiste International

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Correspondance:
Programme
B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex
07 FRANCE
leproletaire@pcint.org

Pour l'Italie
Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

Supplément à «programme comuniste» n° 97, Revue théorique du parti communiste international / ISSN - 0033 - 037 X / Imprimés par nos soins décembre 2001

Photo de la page de couverture: France, 1914: la guerre impérialiste envoie des millions de prolétaires au massacre. Les bourgeois, inclus la SFIO, se querellent, mais tous ont voté les crédits de guerre.

Le syndicalisme en Algérie

(1919-1979)

REPRINT 2014
Imp. Spé
www.pcint.org

Sommaire

Introduction 3

I.Le fossé grandissant entre le syndicalisme officiel et le mouvement social dans la période coloniale 5
Les débuts du mouvement syndical
Question social et question nationale
La CGT réunifiée ou le social-impérialisme sur le terrain syndical

II.La création de l'UGTA ou la subordination du mouvement ouvrier au mouvement nationaliste petit bourgeois 15
La naissance de l'UGTA
Le rôle de l'UGTA
L'UGTA dans l'émigration

III.UGTA et lutte de classe au lendemain de l'indépendance 21
La crise entre l'UGTA et le FLN
La mise au pas de l'UGTA

IV.L'UGTA, un syndicat « partie intégrante du pouvoir » 29
Avec Boumediène, la mise au pas de l'UGTA continue
Faire disparaître jusqu'à la notion même de syndicat
Adapter le syndicat aux exigences de la « bataille de la production »
L'UGTA à l'heure de l'« ouverture » syndicale

Quelques références sur la question syndicale dans notre travail de Parti 37
Nécessité d'associations ouvrières à caractère économique
L'évolution contre-révolutionnaire des centrales syndicales dans les pays impérialistes
Le travail dans les syndicats actuels
La perspective de la renaissance d'organisations de classe.

Introduction

Le marxisme révolutionnaire a toujours accordé la plus grande importance aux problèmes se rapportant à la lutte et à l'organisation économiques de la classe ouvrière.

Dans un pays comme l'Algérie où l'Etat contrôle directement la plupart des secteurs économiques clés, il est tout à fait naturel que la lutte de défense immédiate des ouvriers se heurte tout aussi directement à l'appareil de l'Etat-patron.

Dans ces conditions, il nous intéresse au plus haut point d'analyser la nature et la fonction réelles du syndicat national dont l'intégration aux rouages administratifs de l'Etat bourgeois n'est un secret pour personne.

En fonction de la réponse que nous donnons à cette question nous sommes amenés bien évidemment à définir l'attitude que les avant-gardes ouvrières doivent adopter vis-à-vis de l'appareil syndical de l'UGTA.

Mais auparavant nous avons tenu à revenir sur l'historique du mouvement syndical en Algérie pour mettre en relief les facteurs objectifs qui ont joué dans le sens du développement et par la suite du triomphe du courant nationaliste petit-bourgeois au sein du mouvement ouvrier dans la période coloniale.

Il nous semble indispensable, en effet, de partir de là avant d'arriver à la question du « syndicalisme gestionnaire » mis en œuvre par la bourgeoisie algérienne au lendemain de l'indépendance au cours d'un processus qui ne fût pas sans tourments.

A l'heure où de larges secteurs de la clase ouvrière commencent obstinément à relever la tête pour faire face aux conséquences catastrophiques du « développement » capitaliste, il est plus que jamais nécessaire de mettre en avant les principes élémentaires de *l'associationnisme ouvrier* et du *syndicalisme de la lutte de classe* non seulement contre le syndicalisme corporatiste étatique, mais aussi contre toutes les formes de collaboration de classe.

I

Le fossé grandissant entre le syndicalisme officiel et le mouvement social dans la période coloniale

Dans les conditions historiques de l'Algérie durant la période coloniale, il est évident que la question nationale se présente comme une question clé autour de laquelle se démarquent les différentes forces sociales et politiques. Il n'est pas étonnant de trouver jusque dans la question syndicale l'empreinte des problèmes politiques liés à la question nationale et coloniale.

Le fait que la contre-révolution stalinienne ait brisé le lien vivant qui devait selon l'Internationale de Lénine relier les revendications et les luttes prolétariennes à la lutte contre l'impérialisme et ses agents locaux d'une part, la débandade du mouvement ouvrier et son confinement dans une politique aristocratique ainsi que l'influence encore vivace à cette époque des vieux préjugés chauvins cultivés par la social-démocratie métropolitaine d'autre part, ont créé une situation que les historiens bourgeois se sont permis par la suite de caractériser comme une « opposition » entre la « question sociale » et la « question nationale ».

S'il est vrai que la naissance et le développement du syndicalisme est avant tout fonction de la formation et de la consolidation de la classe ouvrière, et partant de l'émergence d'une industrie capitaliste, il n'en demeure pas moins vrai que ni la faiblesse numérique du prolétariat algérien ni les conditions d'exception dans lesquelles il est né ne peuvent expliquer à elles seules le fait que le syndicalisme fut en Algérie dans la période coloniale un phénomène relativement marginal si on le compare à la participation réelle de la masse des ouvriers industriels et agricoles au

mouvement social et particulièrement à la lutte anti-coloniale.

Les débuts du mouvement syndical

En effet, bien que le premier syndicat ait, dit-on, vu le jour à Constantine en 1880 (chez les typographes), les syndicats ne regroupaient jusqu'à la première guerre impérialiste que des travailleurs européens. C'est un fait que la loi sur les syndicats datant de 1884 ne fut étendue à l'Algérie qu'en 1901 et que les ouvriers algériens n'y étaient pas admis. Toutes ces conditions ont fait que le patronat n'hésitait pas à utiliser les Algériens pour briser les grèves des travailleurs européens jusque dans la métropole (exemple : l'envoi de travailleurs algériens pour briser la grève des dockers marseillais au début du siècle).

Le mouvement migratoire déclenché à l'occasion de la première guerre impérialiste fut sans aucun doute un tournant de ce point de vue, dans la mesure où les restrictions au droit syndical n'avaient pas le même poids dans la métropole que dans la colonie. Cela a donc permis aux ouvriers émigrés de faire leurs premiers pas dans les luttes du premier après-guerre.

En dépit des insuffisances que l'on peut facilement relever en ce qui concerne l'expression politique du mouvement social de l'époque, il est indéniable que le début des années 20 fut très riche si l'on considère l'effort d'organisation sur des bases de classe que déployaient des prolétaires animés d'une magnifique générosité.

Cela est si vrai que nous pouvons aujourd'hui en retrouver les traces jusque dans les textes que nous n'aurons aucune difficulté à juger comme insuffisants par ailleurs. C'est ainsi que en décembre 1923 la *Tribune du prolétariat colonial* lançait un appel intitulé : *« Ouvriers algériens organisez-vous ! »* (1). Et ce pour contrer la mesure du gouvernement français tendant à stopper l'immigration pour satisfaire les colons qui jetaient à l'époque des cris d'alarme devant la pénurie de la main-d'œuvre à bas prix en Algérie ; nous citons largement cet appel pour avoir une idée sur le mouvement social dans ces années-là, le langage lui-même ne pouvant être compris qu'en fonction des conditions historiques dans lesquelles il prend racine.

« Devant la pénurie d'une main-d'œuvre à vil prix, les colons d'Algérie jettent des cris d'effroi. Cette clique de millionnaires enrichis de la sueur du burnous se plaint de l'exode des indigènes vers la métropole, et le gouverneur Steeg, larbin de cette oligarchie, s'apprête à servir les Duroux, les Maneuh et Cie, en appliquant un décret qui interdirait aux ouvriers indigènes d'aller travailler en France.

« Le colonialisme ne connaît plus de bornes, il s'acharne sur les victimes qu'il a complètement dépouillées ; il poursuit par des lois ignobles des malheureux qui se sont cru loin de sa portée et par d'infects procédés d'inquisition il fait retourner, par la force, sur leur lieu de torture, les esclaves dont il veut la dernière goutte de sang.

« Personne parmi ces caïds, ces délégués financiers ou autres bourgeois algériens, valets de l'impérialisme, ne protestera. Ils préfèrent s'abstenir, jouir de la quiétude qu'ils trouvent dans la lâcheté, quitte à mendier quelque bout de ruban comme prix de leur trahison. En démagogues engraissés de la misère de leurs frères, ils viendront en compagnie de leurs maîtres et de prostituées de luxe, sabler le champagne à l'inauguration de quelque mosquée destinée aux cérémonies patriotardes des bourreaux de leurs compatriotes.

« Malgré la trahison de la bourgeoisie indigène, malgré toutes les machinations du colonialisme, la classe ouvrière française ne tolèrera pas un tel crime.

« Camarades ouvriers algériens, vous vous unirez pour briser ce nouvel assaut du capitalisme.

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

« Dans les usines de France, vous avez appris que votre situation matérielle ne différait en rien de celle de vos frères ouvriers français. Vous avez vu que le prolétaire de n'importe quelle race était accablé sous le poids de la même exploitation, réduit à la même misère.

« Vous avez constaté que les Pellegri, les Sidi Henni ou les Krupp étaient des frères ; tous volent le pauvre pour s'enrichir de sa peine. Malgré toutes les haines de race qu'ils sèment entre vous pour profiter de votre division, eux sont unis. Pour résister à leurs attaques, unissez-vous aussi ! (...) ».

Les travailleurs émigrés ont évidemment répondu à cet appel, si l'on en juge par l'activité intense qui se développa à partir de 1924 dans les rangs du prolétariat colonial. C'est ainsi que le 17 octobre 1924 eut lieu un meeting présidé par un travailleur algérien et ce, à l'appel de l'*Union inter-coloniale*. Ce meeting a pu rassembler des travailleurs français et émigrés venant de la Guadeloupe, des Antilles, d'Indochine, d'Algérie et de Madagascar. En décembre de la même année eut lieu le *Congrès des travailleurs nord-africains*, considéré par certains comme étant déjà la première manifestation publique de l'*Etoile nord-africaine*.

Il est important de rappeler que le premier congrès des travailleurs nord-africains du 7 décembre 1924 a adopté à l'unanimité un programme de revendications politiques et économiques et a pour la première fois mentionné explicitement la question de « l'indépendance des colonies ». C'est toujours à l'occasion de ce même congrès que les travailleurs nord-africains ont adressé leur salut « au peuple marocain et à Abdelkrim ».

Il est clair que la montée du mouvement social à l'époque renvoyait avant tout aux proportions qu'a pu atteindre le mouvement migratoire lui-même. Rappelons qu'en 1924, on estimaint à 300 000 le nombre de Nord-africains en France dont 70 000 dans la seule région parisienne. Les salaires des travailleurs émigrés étaient de 25 à 40 % inférieurs à ceux de leurs camarades français. Si l'on ajoute les conditions de l'oppression coloniale particulière qui frappait cette partie de la classe ouvrière, on imagine facilement les potentialités que recelait l'émigration.

Les implications du mouvement migratoire dépassaient d'ailleurs le seul cadre de la métropole. En ce sens, nous devons remarquer l'impact de la première vague de retours consécutive à l'expiration des contrats liés à la durée de la première guerre impérialiste en Algérie même.

C'est ainsi que pour l'année 1919, un rapport préfectoral fait état de 53 grèves auxquelles ont participé 7 836 grévistes dans le seul département d'Alger. En 1920, dans le défilé des travailleurs d'Oran précédé du drapeau rouge, il y aurait eu 2 000 travailleurs algériens ; *L'Echo d'Oran* se permettait à l'époque par exemple de dénoncer les harangues prononcées en Arabe. Toujours en 1920, le département d'Alger a connu 20 grèves avec la participation de 6 250 travailleurs.

Jusque dans les années 30, les travailleurs agricoles algériens dans la région oranaise décidaient par exemple de n'arrêter leur grève que lorsque les travailleurs européens auraient reçu satisfaction. En 1934, les travailleurs algériens à Bougie et Sidi-Bel-Abbès sont descendus dans la rue pour protéger les cheminots européens contre les ligues fascistes.

Nous pourrions continuer à citer de nombreux exemples qui témoignent de l'ardeur du mouvement social, que ce soit dans l'émigration ou en Algérie. Ceux-ci nous suffiront pour rejeter la thèse suivant laquelle la faiblesse du syndicalisme en Algérie est à imputer essentiellemnt à la faiblesse du prolétariat. Rappelons seulement la période 1927-1929 qui a connu de magnifiques grèves parmi les travailleurs du bâtiment, les ouvriers agricoles, les dockers, les marins...

Question sociale et question nationale

La vérité c'est que le nœud de la question syndicale résidait surtout dans l'attitude des différents syndicats vis-à-vis de la question nationale et coloniale, qui ne pouvait pas ne pas être brûlante pour la masse des travailleurs algériens qui subissaient en plus de l'exploitation capitaliste les horreurs du code de l'indigénat et tous les autres aspects inhérents à l'oppression raciale et coloniale.

En ce qui concerne la CFTC et la CGT (tendance SFIO), leur nature ouvertement social-colonialiste n'était un secret pour personne. Outre leurs adhérents européens, ils ne pouvaient gagner dans leurs structures que les travailleurs algériens naturalisés, qui étaient méprisés par leurs camarades si l'on en juge par l'appellation qui leur avait été donnée à l'époque : les « naturalisés à 3,60 F. » (c'est-à-dire le prix du timbre de la carte donnant accès à la citoyenneté française).

Pour mémoire, citons cette phrase du célèbre « socialiste » A. Cianfarani, dans son texte *La colonisation et le socialisme* : « *Le socialisme considère la colonisation comme un devoir et un droit des peuples civilisés vis-à-vis des peuples encore inorganisés et arriérés* » (2).

En ce qui concerne la CGTU, les choses étaient beaucoup plus complexes surtout dans la période qui a précédé le Front populaire et la réunification

syndicale qui en était la conséquence.

En effet, nous trouvons que la CGTU entre 1925 et 1934 se permettait de dénoncer la politique coloniale. En Algérie, il faut reconnaître qu'il existait, jusque dans les années 30, au sein de la CGTU, des courants très sensibles à la question nationale et coloniale et, partant, aux discriminations de toutes sortes qui frappaient les travailleurs algériens, et ce grâce notamment au dynamisme de certaines fédérations, comme celle des chemins de fer, où les Algériens se trouvaient en grand nombre.

Nous pouvons dire la même chose pour le PCF. Celui-ci regroupait à coup sûr dans ses rangs des franges de militants sincères en rupture avec la tradition social-chauvine et social-impérialiste de la IIe Internationale. Dans les années 20 et jusqu'au début des années 30 par exemple, le PCF et la CGTU luttaient pour la liberté de circulation des travailleurs, ce qui signifie la *lutte contre le contrôle de l'immigration*.

Mais le PCF ne s'est jamais donné les moyens pour défendre politiquement et pratiquement l'intégralité des positions programmatiques et tactiques du marxisme révolutionnaire restaurées par la IIIe Internationale. La raison en est que, contrairement au PC d'Italie, le PCF ne s'est pas constitué en 1920 sur la base d'une sélection théorique et politique rigoureuse, ce qui suppose la rupture totale non seulement avec la droite social-démocrate, mais aussi avec le centrisme bavard et hypocrite qui cache ses positions opportunistes sous un manteau apparemment « communiste ».

Il aura fallu évidemment la contre-révolution stalinienne pour que le PCF avec toutes ses limites congénitales devienne en fin de compte ce parti contre-révolutionnaire qui n'hésitait pas à appeler et à participer à la répression des masses opprimées des colonies et des mouvements qui exprimaient tant bien que mal leurs aspirations contingentes.

Mais cela ne peut nous empêcher de voir que la situation dans son ensemble n'a jamais été bonne, surtout si on a toujours à l'esprit le décalage existant entre le syndicalisme de l'époque, même de type CGTU, et le mouvement social réel. Pour avoir une image réelle du poids des préjugés social-chauvins sur le mouvement ouvrier à l'époque, il serait intéressant de rappeler qu'en 1931, la CGTU était encore à s'assigner pour tâche en Algérie d'*« éclairer les ouvriers européens sur l'importance révolutionnaire de cette mesure* (il s'agissait de « s'orienter vers le prolétariat indigène ») *en combattant toutes les tendances colonisatrices dans le mouvement ouvrier »* et encore faut-il se demander si cela ne rentre pas dans le cadre du fameux tournant « ultra-gauche » du stalinisme dans la période en question, tournant d'autant plus tapageur et démagogique en paroles que vide et contre-révolutionnaire dans les faits.

Un autre fait digne d'être rappelé, c'est que si l'opposition du PCF et de la CGTU à la guerre du Rif a permis d'accroître le prestige de ces derniers dans l'émigration, elle n'a pas tardé à avoir d'autres conséquences en Algérie. C'est ainsi que dans la fédération algérienne, les abandons avaient été estimés à 80 % des effectifs. L'immense majorité de ceux qui rendaient leur carte du parti désapprouvaient le soutien à Abdelkrim.

Cela suffit pour illustrer la nature foncièrement social-démocrate de la fédération algérienne du PCF. Et comme la forme ne peut qu'être subordonnée au contenu, il n'est pas étonnant d'assister à une véritable politique « aristocratique » du syndicat en Algérie. Il a fallu le tournant de 1928 pour que les militants du PCF commencent à faire à la hâte leur « auto-critique ». En 1928, le délégué algérien Abderahmane pouvait dire : « *Vu la composition sociale de notre parti en 1924 (petits colons, fonctionnaires), le parti avait une ligne fausse, une ligne colonialiste* (!) *qui était une entrave au développement du parti dans les larges couches des masses indigènes* ». Nous passerons sur le fait que c'est bien une tradition du stalinisme que de voir dans les formes non l'indice d'une déviation théorique et politique mais plutôt la cause elle-même. Sans oublier que la « composition sociale » du parti stalinien y était aussi pour quelque chose. C'est donc en toute logique que le même délégué propose comme solution « *l'amélioration de la composition nationale des syndicats, en se penchant beaucoup plus vers les indigènes* »(3). Il faut rappeler qu'en 1928, sur 180 000 ouvriers industriels en Algérie, 108 000 étaient des Algériens.

Mais force est de constater que même au plus fort de son travail de mobilisation, la CGTU ne touchera guère que les travailleurs algériens qui se trouvaient dans les chemins de fer, les postes et les docks, alors que dans les années 30, le nombre des ouvriers agricoles était estimé à 200 000 (soit presque le double de celui des ouvriers industriels algériens) (4).

Mais le pire arriva lors du tournant des Fronts populaires. En 1936, on assista à la fusion de la CGTU avec la CGT qui était ouvertement social-impérialiste. Pendant la crise qui secoua la France en 1926-27, la CGT demanda par la bouche de Jouhaux le rapatriement total des 300 000 immigrés et par la suite elle proposa d'établir leurs salaires en tenant compte de leurs « besoins très restreints » et leur « faible productivité ». En Algérie, la SFIO et la CGT n'hésitaient pas, dans la période qui va jusqu'à 1934, à publier dans leurs journaux les noms des militants algériens appartenant au PCF et à la CGTU, les envoyant de ce fait directement dans les prisons coloniales.

Ici aussi, nous ne pouvons que constater l'approfondissement du fossé qui sépare le syndicalisme officiel du mouvement social réel. C'est en 1936, en effet, que naquit la Fédération autonome des travailleurs agricoles, regroupant 40 000 membres et ce, à la suite des grèves « sauvages » déclenchées par les journaliers de la Mitidja. Dans les régions de Saida et Bel Abbès les paysans résistaient à l'expropriation coloniale avec une détermination qui rappelait les premiers mouvements paysans. A Bougie, les ouvriers agricoles faisaient grève « *sans aucune influence d'une organisation quelconque* » comme le font remarquer les journaux de l'époque. En mai 1934, plus de 60 000 travailleurs algériens manifestèrent dans une dizaine de centres urbains contre les mesures arrêtées par le gouvernement français en ce qui concerne la presse de langue française, la surveillance des mosquées, la suppression des écoles arabes. Fin mai 1934, 15 000 travailleurs se rassemblent à Constantine. En juillet 1934, 5 000 ouvriers du bâtiment font

grève à Oran durant une semaine entière.

La CGT réunifiée où le social-impérialisme sur le terrain syndical

Or à quoi assiste-t-on durant la même période du côté du mouvement syndical ? Au nom de l'« *unité syndicale* » et de la « *lutte prioritaire contre le danger fasciste* », les anciens de la CGTU abandonnent jusqu'en paroles les mots d'ordre anti-coloniaux et principalement celui de l'indépendance.

Aux élections cantonnales d'août 1934, le programme des candidats du PCF en Algérie remplace le mot d'ordre de la libération nationale de l'Algérie par la revendication de la libération de toutes les victimes de la répression impérialiste. La vérité, c'est que le PCF ne fait que revenir à son passé qui n'a jamais rompu en fait avec les préjugés chauvins propres à la social-démocratie, lorsqu'il escamote par exemple, en contradiction flagrante avec les thèses de l'Internationale Communiste, la question nationale et coloniale sous prétexte de mener la lutte de classe et de sauvegarder l'internationalisme prolétarien.

En effet, en 1922 déjà, un rapport du Congrès interfédéral de Blida disait ceci : « *Les militants communistes en Algérie s'attacheront à faire pénétrer l'idée syndicaliste chez les ouvriers indigènes et s'efforceront de lutter contre les conflits de races, en démontrant que seul importe le front international du prolétariat opprimé contre le front international du capitalisme oppresseur* ». On voit bien à l'occasion comment l'opportunisme peut utiliser des arguments pernicieux qui n'ont rien à envier aux théorisations infantiles des indifférentistes « ultra-gauches ».

En 1934, un dirigeant du PCF, André Marty, se permettait de rappeler à propos des bulletins de la fédération algérienne du PCF que « *Le défaut principal des six journaux en question, c'est qu'il n'y apparaît pas qu'ils soient écrits dans une colonie de l'impérialisme français et qu'ils s'adressent à un peuple opprimé. Nos six journaux commettent la faute de se cantonner dans l'économisme et le domaine corporatif* » (5).

Evidemment Marty ignorait complètement que le « corporatisme » dans le cas des ouvriers et surtout des fonctionnaires pied-noirs n'étaient pas un simple « défaut », mais la manifestation d'un social-impérialisme qui n'osait pas encore dire son nom. Nous passerons sur le fait que le remède proposé par Marty était pire que le mal qu'il prétendait guérir puisqu'il ne faisait que proposer la statégie purement stalinienne du « *front révolutionnaire commun* » avec les mouvements nationalistes bourgeois.

Mais la CGT réunifiée dépassera de loin les performances de l'ancienne CGTU en matière de social-impérialisme. C'est ainsi que ni la forte participation des travailleurs algériens au meeting du 1er mai 1936 tenu au stade municipal d'Alger et qui rassembla quelque 11 000 ouvriers ni le mouvement de grève de 60 000 ouvriers réunis au foyer civique en juin 1936

qui vit la participation des ouvriers de l'ENA ne firent reculer la centrale syndicale.

Dans une « colonie de l'impérialisme français » (pour reprendre la phrase de Marty lui-même), la CGT n'a pas hésité lors de la vague de grèves de l'été 1936, qui a touché la banlieue d'Alger, Maison-Carrée, Larbaâ, des entreprises industrielles et agricoles,les corporations du bâtiment, de la chaussure, de la métallurgie, des pétroles et a vu l'occupation de la raffinerie Shell, à faire hisser à côté des drapeaux rouges...les drapeaux tricolores de « Notre mère la France » ! Au cours d'un grand meeting tenu le 15 juin 1936,le secrétaire général des syndicats, Fayet (PCF) a lancé aux ouvriers algériens : « *Gardez votre calme et votre dignité* » et ce , à la suite de quelques heurts qui s'étaient produits dans la banlieue d'Alger.

Pire, dans les manifestations syndicales, commençèrent à apparaître dans cette période les pancartes portant l'inscription suivante : « *Attention, ne touchez pas à nos 33 % !* », qui n'étaient rien d'autre que le *tiers colonial* majorants les salaires des travailleurs européens par rapport à ceux des travailleurs algériens. Corporatisme et social-impérialisme dans ce cas disent la même chose.

La boucle sera bouclée quand le Front populaire se distinguera par l'accentuation de la répression colonialiste contre le mouvement nationaliste, qui constituait par la force des choses à l'époque le seul débouché en vue pour le mouvement social, auquel participaient de manière significative les ouvriers tant urbains que ruraux. C'est ainsi que le 27 janvier 1937, l'Etoile nord-africaine fut interdite sur proposition du président du Conseil français de l'époque, Léon Blum (6).

Les événements du 8 mai 1945 et les massacres qui s'en suivirent vont encore agrandir le fossé existant entre la CGT et le mouvement social. Après la participation à la guerre impérialiste de 39-45, la SFIO et le PCF participaient à l'époque au pouvoir bourgeois. Le ministre de l'aviation sous les ordres duquel les avions de guerre bombardaient les portes de Sétif n'était autre que le « communiste » Tillon en personne. Les social-impérialistes en étaient arrivés à l'époque jusqu'à participer physiquement à la campagne de dénonciation, de calomnie et de mouchardage à l'encontre des militants nationalistes algériens. A Guelma, des membres du PCA ont même participé dans les rangs des milices coloniales qui étaient à l'origine des pogromes contre la population algérienne. Pour se laver les mains la section locale du PCA excluera certains de ses membres trop ouvertement compromis aux yeux des travailleurs algériens. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la participation des travailleurs algériens aux syndicats ait connu une chute remarquable. De 250 000 membres, les effectifs syndicaux sont tombés à envirion 80 000 à la suite des événements du 8 mai 1945.

Mais à défaut d'autre chose, on constate cependant un retour des travailleurs algériens aux syndicats à partir de 1948 (à la CGT plus qu'à FO). Cela aura-t-il une influence quelconque sur le cours suivi par la CGT ? La réalité ne nous permet pas de le penser. En 1947, dans un cours professé au Collège libre des sciences économiques et sociales, le secrétaire de la CGT,

Bouzanquet, déclarait : « *L'œuvre civilisatrice de la France doit se poursuivre sur le terrain syndical* »(7). Il faut le dire, à deux ans de distance des massacres du 8 mai 1945 !

Pour des raisons liées à l'histoire combative des ouvriers agricoles, la Fédération des travailleurs de l'agriculture a pu disposer durant un certain temps de militants algériens itinérants et dynamiques qui réunissaient souvent clandestinement les ouvriers sur les domaines des colons, sous un hangar ou dans une grange. La difficulté de contrôler ces militants a fini par inquiéter la CGT qui, sous prétexte de difficultés financières, a supprimé carrément en 1947 les voitures qui servaient jusque-là pour les tournées (8).

Ce sont là les grands moments de l'évolution du mouvement syndical en Algérie qui ont accentué à chaque fois davantage le développement du courant nationaliste au sein de la masse des travailleurs algériens, développement dont le point culminant aura été sans doute la création d'un syndicat de travailleurs algériens sous l'impulsion et le contrôle directs du FLN en 1956 : l'UGTA.

Mais l'attitude honteuse du stalinisme et des syndicats dans l'émigration et en Algérie a eu un autre effet dont nous ressentons également le poids même de nos jours. En effet, le fait que ni le PCF ni les syndicats n'aient pris sérieusement en charge la lutte contre les discriminations particulières dont étaient victimes les travailleurs coloniaux, contre l'oppression politique de nature coloniale et raciale qui les frappait durement et surtout pour *le droit à la séparation*, a poussé les avant-gardes qui se dégageaient à partir des années 20 dans l'émigration à résoudre de manière incorrecte la question des rapports entre la lutte économique et la lutte politique. C'est ainsi que l'Etoile nord-africaine a été qualifiée par les uns comme « *le plus ancien syndicat du monde arabe* », par les autres comme « *un parti politique* » et enfin par certains comme « *une organisation originale répondant aux conditions spécifiques de l'émigration* ».

Avec plus d'un demi-siècle de recul, il est parfaitement aisé de voir le nœud du problème. C'est que *la lutte contre les discriminations et les lois coloniales était inséparable de la lutte pour le pain.* Or, cette lutte-là, le social-impérialisme ne peut la mener ni la soutenir sans détruire les bases matérielles - la corruption d'une partie de la classe ouvrière métropolitaine - qui constituent sa raison d'être. En l'absence d'un véritable mouvement communiste révolutionnaire, les avant-gardes ouvrières coloniales sont entrées en crise ouverte avec le stalinisme à partir de 1928. Tout le développement ultérieur, surtout à partir du tournant des Fronts populaires, sera mis à profit par le mouvement nationaliste petit-bourgeois qui, lui, subordonnera le mouvement social en ébullition à son propre programme d'indépendance nationale, en le canalisant vers des objectifs strictement démocratiques-bourgeois, comme on va le voir en analysant la naissance de l'UGTA.

NOTES

(1) Cité dans J. Jurquet, *La révolution algérienne*, T.2 p. 200.

(2) Op. cit p.75.

(3) Op. cit. p.281.

(4) En ce qui concerne le travail de la CGTU à la campagne avec les ouvriers agricoles dans les années 20, un délégué algérien déclara au 6e Congrès de l'I.C. (1928) que « *sur ce terrain, rien n'a été fait* » (voir Jurquet, op. cit. p.280).

(5) Jurquet, op. cit p.318.

(6) Selon D Guérin, le PCF « *combattit à boulets rouges l'Etoile nord-africaine et, en coulisse, exigea sa dissolution ainsi que l'arrestation de son leader, Messali Hadj* » (*Histoire du Front populaire*, Julliard, Paris, 1965 p.182).

(7) Cité par G. Fischer dans *Syndicalisme et décolonisation*, in *Présence africaine*, octobre 1960-janvier 1961.

(8) Interrogé sur l'activité de la CGT avant la révolution algérienne, un ouvrier agricole algérien répondait en ces termes : « *Ils venaient une ou deux fois par an, parlaient bien et ne faisaient rien pour nous. Si on avait une carte du syndicat on était foutu à la porte et on crevait de faim, le syndicat ne faisait rien. Tu causais une charrue : la porte ; tu allais devant le juge, mais tu perdais à chaque fois. Et on ne savait pas qui était le grand patron du syndicat...* » (propos rapportés par Michel Launay dans *Paysans algériens*, Seuil, 1963, p.140).

II
La création de l'UGTA ou la subordination du mouvement ouvrier au mouvement nationaliste petit-bourgeois

La création d'une nouvelle centrale syndicale sous l'impulsion et le contrôle directs du FLN a été pour ce dernier une chose aisée si l'on a toujours à l'esprit la politique criminelle des staliniens et de la CGT dont la manifestation extrême a été leur attitude ignoble lors des émeutes du 8 mai 1945.

En effet, le projet de constitution d'un syndicat qui soit la courroie de transmission du programme et de la politique nationaliste en Algérie remonte au lendemain des massacres du 8 mai 1945, ou plus exactement à l'année 1947 tant la CGT était largement discréditée aux yeux des travailleurs algériens à cette époque. C'est le militant nationaliste Aïssat Idir qui a lancé à l'époque l'idée d'un syndicat aux mains des nationalistes, et ce, au 2e congrès du MTLD. C'est lui d'ailleurs qui sera par la suite le fondateur de l'UGTA. Mais ce n'est qu'en avril 1953 qu'une commission syndicale a été constituée au sein du MTLD sous la direction de Aïssat Idir.

Naissance de l'UGTA

Rappelons au passage que la naissance de l'UGTA, le 24 février 1956, fut précédée par la création de deux autres centrales syndicales : l'UGSA (Union générale des syndicats algériens), émanation directe de la CGT, qui espérait ainsi se blanchir et atteindre les travailleurs algériens en accordant une

« autonomie organisative » à sa fédération algérienne. D'autre part, le 20 février 1956 a vu la naissance de l'USTA (Union des syndicats de travailleurs algériens), émanation du MNA messaliste. Mais ces deux syndicats n'ont eu qu'une vie éphémère.

En ce qui concerne l'UGSA, sa faillite est due avant tout au fait qu'elle n'a été en fin de compte qu'une CGT déguisée. C'est ainsi que tout en dénonçant la répression qui suivit l'insurrection du 1er novembre 1954, l'UGSA n'avancera pas d'un pouce politiquement par rapport à l'ancienne CGT dans la question nationale et coloniale. D'ailleurs, la création de l'UGTA en 1956 fera tomber le nombre des adhérents de l'UGSA de 60 000 à 15 000 (presque tous européens).

Quant à l'USTA, sa nature même renvoie nécessairement au caractère pour le moins ambigu du MNA. Les autorités coloniales ont, paraît-il, favorablement accueilli la nouvelle ayant trait à la naissance de l'USTA qui avait lancé dès le mois de mars 1957 son journal en France *La voix du travailleur algérien*. Même si FO soutenait l'USTA messaliste, la CISL n'a jamais par contre admis dans ses rangs l'USTA en raison de ses effectifs très réduits en Algérie. (1).

Pour en revenir à l'UGTA, rappelons que l'année 1956, qui vit sa création a marqué pour le FLN le début des actions terroristes en milieu urbain. C'est là une raison historique immédiate qui mettait le FLN devant la nécessité d'être épaulé par un mouvement syndical actif sous sa direction exclusive.

Le congrès de la Soummam, tenu en 1956, déclarait en effet : « *La classe ouvrière peut et doit apporter une contribution plus dynamique* » et ce, après avoir rappelé « *la participation massive de la population des fellahs* ». « *Le FLN salue la création de l'UGTA comme l'expression d'une saine réaction des travailleurs contre l'influence paralysante des dirigeants de la CGT, FO et CFTC. L'UGTA aide la population salariée à sortir du brouillard de la confusion et de l'attentisme.* » (2)

Evidemment, il n'était pas difficile pour les révolutionnaires petit-bourgeois du FLN réunis au congrès de la Soummam de critiquer la CGT. Et effectivement, ils avaient tout intérêt à rappeler certaines vérités historiques se rapportant à la nature et au rôle de la CGT : son « abandon » du mot d'ordre de l'indépendance en 1936, sa politique aristocratique, son abandon des travailleurs agricoles, son esprit de tutelle...

Rôle de l'UGTA

Il est clair que le rôle de l'UGTA a été fixé dès le début par le FLN. Le syndicat ne représentait pour le mouvement nationaliste ni plus ni moins qu'une force d'appoint dans la guerre qui était alors livrée au colonialisme : grèves de solidarité, grèves politiques tendant à mettre en relief la « représentativité populaire » du FLN, sabotages, fournitures de toutes sortes pour les combattants de l'ALN, travail de sensibilisation auprès des travailleurs français, telles étaient les grandes tâches de l'UGTA à sa

naissance.

A ses débuts, l'UGTA se fera passer pour une confédération professionnelle avec des statuts inspirés des syndicats européens. Son organe, *L'Ouvrier algérien*, a donc pu paraître quelque temps légalement, bien que non sans difficultés. Un mois après sa création, l'UGTA avait 72 sections syndicales qui totalisaient 110 000 adhérents concentrés dans les chemins de fer, les postes, les docks, l'agriculture et par la suite parmi les instituteurs. Forte de la participation de la majorité des travailleurs algériens syndiqués, l'UGTA ne pouvait que refuser les propositions « unitaires » de l'UGSA en déclarant être l'unique représentant de la classe ouvrière en Algérie et en appelant tous les travailleurs syndiqués à entrer dans ses rangs, à l'image de la dissolution de l'USTT (CGT tunisienne) dans l'UGTT.

Mais le développement rapide de l'UGTA ne pouvait laisser indifférent le gouvernement général. C'est ainsi qu'à la suite des élections du 30 avril 1956 pour le comité d'entreprise de la RSTA, qui avait permis à l'UGTA de recueillir 72 % des voix et 12 sièges sur 18, le gouvernement général dut recourir à l'annulation pure et simple des élections en question.

A la suite des manifestations organisées par l'UGTA à l'occasion du 1er mai 1956, une répression féroce s'est abattue sur les militants syndicaux algériens : perquisitions au siège de la centrale le 23 mai 1956, explosion d'une bombe au même lieu le 30 juin, puis arrestation d'une centaine de syndicalistes, ce qui a permis aux autorités coloniales de décapiter à cette occasion l'UGTA. Le succès obtenu par le FLN lors du nouvel ordre de grève lancé le 5 juillet 1956 tant en Algérie que dans l'émigration suscitera à son tour de nouvelles arrestations. Le 1er novembre 1956, le FLN appellera à une nouvelle grève avec le soutien de l'UMT marocaine et de l'UGTT tunisienne. Huit jours après, un attentat était commis contre l'imprimerie de *L'Ouvrier algérien*. Les saisies contre ce dernier ne se comptaient plus. Un syndicaliste algérien dira ironiquement à ce sujet : « *La police est à peu près la seule à en posséder la collection complète* ».

Après la grève des cheminots du 1er janvier 1957 et la grève générale du 3 janvier de la même année, de nouvelles arrestations dans les rangs de l'UGTA eurent lieu. En effet, au début de l'année 1957, l'UGTA qui avait à peine une année d'existence en était déjà à sa...7e direction ! Elle se résignera dans ces conditions à la clandestinité et sa direction rejoindra Tunis.

Le rappel des luttes engagées dans cette période par la classe ouvrière suffit à lui seul à donner une idée de l'ampleur du mouvement social. Ce sont donc les conséquences catastrophiques de la trahison stalinienne qui ont fini par enfermer le mouvement social dans le cadre des objectifs nationaux sous la direction exclusive du FLN.

Il est clair que dans des conditions historiques différentes, en présence d'un *parti de classe* réellement communiste, le prolétariat aurait lutté pour l'indépendance tout en intégrant cette bataille dans le cadre de son combat pour la réalisation de son *programme propre*, et donc en gardant son indépendance totale vis-à-vis de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises, même révolutionnaires et anti-impérialistes.

Cependant, les conditions générales des années 50, caractérisées par la défaite du mouvement ouvrier et communiste international après 25 années de contre-révolution, ne pouvaient que déterminer cette dure réalité : l'action révolutionnaire du prolétarait algérien était circonscrite à un horizon démocratique-national. Le prolétariat n'était pas une *classe pour soi*, comme le veut le marxisme, mais une classe *pour la bourgeoisie nationale*.

C'est ainsi que la grande grève de janvier 1957, qui a duré toute une semaine et au cours de laquelle les ouvriers ont eu directement affaire aux « léopards », était dès le départ destinée, suivant le projet du FLN, à appuyer la résolution du 6e congrès de la CISL demandant l'ouverture des négociations et à soutenir la positions du FLN lors des débats de l'ONU consacrés à la question algérienne.

L'Ouvrier algérien n° 13 du 26 janvier 1957 expliquait qu'il s'agissait « *de plébisciter le FLN, unique porte-parole de l'ALN et guide aimé, éprouvé et lucide de la révolution algérienne bientôt triomphante* ». Selon *Le Monde* du 6 janvier 1957, 8 jours après le déclenchement de la grève, 50 % du personnel du commerce, 100 % du personnel hôtelier, 80 % des cheminots étaient encore en grève.

Mais là où l'action de l'UGTA se confondra totalement avec celle du FLN, ce sera à la suite du passage de la centrale à la clandestinité en 1957. En effet, le rôle que s'assignera l'UGTA à Tunis ne dépassera guère l'horizon diplomatique, en cherchant avant tout à s'insérer dans le concert syndical international. L'UGTA ne tardera pas beaucoup pour voir les syndicats américains AFL-CIO devenir ses meilleurs avocats au sein de la CISL. Cependant tout comme le FLN, l'UGTA commencera à partir de la fin 1958 à se rapprocher des syndicats appartenants à la FSM tout en restant à la CISL. Cela se manifeste par des voyages dans les pays de l'Est (3).

L'UGTA dans l'émigration

Il faut dire un mot de l'activité de l'UGTA dans l'émigration. Avant qu'elle ne soit acculée à abandonner tout travail légal, le FLN ne pensait pas utile de créer une fédération syndicale en France, vraisemblablement parce que cela aurait entravé son travail d'information et d'agitation parmi les travailleurs français. Il était donc plus pratique pour lui d'envoyer ses militants ouvriers dans les syndicats français.

Dans un second moment, quand l'UGTA entrera dans la clandestinité (février 1957), le FLN créera l'AGTA (Amicale générale des travailleurs algériens) en France. Il se gardera bien cependant de lui donner la forme d'un syndicat, puisque les travailleurs algériens qui y adhéraient continuaient en même temps à participer aux syndicats français -surtout la CGT- tout en refusant, sur ordre du FLN d'y assumer quelque responsabilité que ce soit.

Le rôle de l'AGTA était d'épauler la Fédération de France du FLN. C'est

ainsi que l'AGTA se distinguera par l'organisation des grèves politiques qui eurent lieu dans l'émigration en mars et juillet 1958. Avant même cette date, *L'Ouvrier algérien en France* prendra le relais de l'ancien organe de l'UGTA, en août 1957. C'est autour de ce journal qu'eurent lieu les nombreux colloques d'information organisés par le FLN pour faire connaître sa lutte. Le renforcement de l'AGTA lui permettra d'ériger à partir du 30 mai 1958 comme condition à la liaison de son action à celle des syndicats français une « prise de position non équivoque » de ces derniers vis-à-vis de l'indépendance de l'Algérie.

Après sa dissolution en août 1958, l'AGTA continuera son action clandestinement. En témoigne l'organisation de la manifestation d'octobre 1961 destinée à riposter au couvre-feu imposé aux travailleurs algériens en France à partir de 20 heures.

Il ressort de toute la période de la révolution algérienne que le mouvement syndical a été une courroie de transmission de la politique et du programme nationaux-démocratiques du FLN (4). Pour être plus exact, il faut dire que ce dernier a réussi à cristalliser un mouvement social qui voyait s'étendre son ampleur chaque jour davantage et à le subordonner à ses objectifs strictement bourgeois. La préoccupation fondamentale du FLN a toujours été d'éviter un débordement du mouvement syndical. Cette préoccupation apparaîtra au grand jour au lendemain de l'indépendance.

NOTES

1. En France par contre, l'USTA a créé une fédération le 25 janvier 1957 qui comptait 15 000 adhérents concentrés dans l'Est et surtout dans le Nord (bastion du messalisme). C'est ce qui explique que durant la période des règlements de compte FLN-MNA en France, beaucoup de travailleurs durent payer de leur vie des deux côtés.

2. *El Moudjahid* n° 4

3. C'est une constante chez les mouvements démocratiques petits-bourgeois que de jouer sur les antagonismes et les rivalités de leurs partenaires afin de gagner l'« aide » des uns et des autres dans l'espoir illusoire de neutraliser de la sorte leurs influence respectives. Cet esprit se retrouve dans une lettre adressée le 17 août 1959 par le secrétaire national de l'UGTA au secrétaire général du syndicat CGT d'Air France : « *Nous savons très bien que les adhérents de FO sont des colonialistes et certains de leurs leaders des policiers. FO a pris part à des meurtres de nos camarades et à la guerre d'anéantissement. Malgré notre adhésion à la CISL (!) nous entretenons des relations cordiales avec tous les travailleurs du monde, en particulier ceux des pays socialistes qui nous ont donné une aide importante (?!). La CGT est la seule organisation syndicale du monde qui ne nous a donné aucune aide pour les travailleurs et leurs familles réfugiés au Maroc. Nous n'avons pu trouver aucune explication à ce comportement. Nous vous disons cela sans hostilité mais avec amitié pour éviter la rupture totale de nos relations actuelles et futures.* » (Lettre rapportée par W. Plum et citée par F. Weiss dans *Doctrine et action syndicales en Algérie* p. 43-44).

Ne retrouve-t-on pas encore aujourd'hui cet esprit chez certains courants de l'émigration ?

4. Cela n'a pas empêché bien sûr le fait qu'au sein de l'UGTA se aient manifestés certains courants qui exprimaient confusément et sans rompre avec le langage populiste du mouvement nationaliste, la poussée combative de sa base sociale, composée surtout de prolétaires descendus fraîchement des campagnes et se trouvant par là-même très sensibles à la résolution de la question agraire. C'est ainsi que dans une interview accordée aux *Temps modernes* d'octobre-novembre 1960, un des secrétaires nationaux de l'UGTA, R. Dekkar pouvait aller jusqu'à déclarer : « *Nous ne nous battons pas pour changer de maîtres (...). La condition de cette liberté c'est le socialisme (...). Si le paysan et l'ouvrier ont pris le fusil, ce n'est pas pour un drapeau et un hymne national (...), c'est pour la réforme agraire* ». Sincères ou pas, ces propos nous renvoient directement aux besoins des masses, car même à supposer que ce dirigeant UGTA ne faisait que débiter des phrases démagogiques, le fait qu'il était obligé de le faire ne prouve-t-il pas que les travailleurs se battaient en réalité pour autre chose qu'un « drapeau et un hymne national » ?

III
UGTA et lutte de classe au lendemain de l'indépendance

En ayant toujours à l'esprit le rôle que le FLN a assigné à l'UGTA lors de sa création en pleine guerre anti-coloniale, nous verrons que c'est en toute logique que celui-ci s'est prononcé à l'aube de l'indépendance pour le passage d'un syndicalisme revendicatif trouvant sa raison d'être dans le fait colonial à un « syndicalisme constructif » dont la tâche centrale serait la mobilisation de la force de travail dans le processus de l'« édification nationale ».

Il allait de soi que cette « métamorphose » que devait subir la pratique syndicale ne pouvait se faire sans problèmes. Mais ces problèmes ne renvoyaient nullement, comme le laissent entendre certains courants, à l'existence d'un syndicalisme de classe en Algérie ni même à une tentative de jeter les bases de celui-ci (1).

En effet l'attitude « réservée » que prendra l'UGTA vis-à-vis du FLN et de l'Etat algérien naissant n'est jamais allée jusqu'au rejet des orientations démocratiques et nationalistes qui la fondaient jusque là. L'éditorial du premier numéro de *L'Ouvrier algérien* paraissant à Alger après l'indépendance, en date du 17 août 1962, était clair sur ce point : « *Pour nous, travailleurs, l'UGTA n'est pas un moyen d'amélioration sociale, mais un moyen de transformation sociale (...). L'UGTA n'a pas essentiellement pour but la défense des intérêts professionnels, mais elle veut entreprendre la mise en valeur du pays, libérer le peuple algérien de la faim, de la misère et de l'ignorance.* » Pour l'UGTA, non encore « caporalisée », il s'agissait *déjà* de « *passer du stade de la revendication à celui de la prise des responsabilités* ».Et n'en déplaise aux petits-bourgeois toujours à la recherche de l'événement sensationnel, c'est à partir de cette période, c'est-à-dire avant le fameux congrès de janvier 1963 et le coup d'Etat de Boumediène,

que l'UGTA a commencé à parler de « *gagner la bataille de la production* ».(2)

La crise entre l'UGTA et le FLN

Dans ces conditions, comment peut-on expliquer la crise qui s'est ouverte au lendemain de l'indépendance entre l'UGTA et le BP du FLN ? Il est clair que du point de vue de l'orientation générale, rien ne les opposait. Nous devons donc rechercher les facteurs historiques contingents qui étaient à la base de la « crise » en question.

Il est indéniable que l'UGTA nourrissait à l'époque de grandes illusions au sujet de la « fraternité algérienne » forgée durant la lutte commune pour l'indépendance. C'était la pierre angulaire de son projet politique et social, comme cela ressortait des déclarations faites au lendemain de l'indépendance.

Après la victoire de Ben Bella et de Boumediène en septembre 1962, il était naturel que le BP fasse payer à l'UGTA son attitude « réservée » durant la période des règlements de comptes entre « frères » ainsi que sa « neutralité » fièrement affichée (3).

Il ne s'agit pas pour nous de voir ici jusqu'à quel point l'UGTA, en refusant de prendre position pour tel ou tel clan bourgeois contre un autre, exprimait l'écœurement des travailleurs qui se trouvaient de la sorte pris dans un engrenage qu'ils ne pouvaient s'imaginer auparavant en raison précisément des illusions qu'ils nourrissaient au sujet de la « fraternité » et la « concorde générale » qui devaient régner sitôt le colonialisme vaincu.

On peut également se rendre compte de la profondeur des illusions qui étaient partagées par l'UGTA sur la nature de la révolution algérienne, lorsqu'on examine attentivement les reproches que faisait la centrale aux autorités quand par exemple celles-ci s'opposaient aux initiatives de l'UGTA consistant à animer le mouvement des travailleurs qui occupaient spontanément les domaines et les entreprises des colons qui avaient quitté l'Algérie. Les syndicalistes ne comprenaient pas comment l'Etat pouvait ainsi s'opposer à des initiatives dont le seul objet était la remise en marche de l'« économie nationale » complètement délabrée par la guerre et par la défaillance des cadres européens.

Certes, la bourgeoisie a eu au début de quoi avoir peur, surtout dans la période d'alors marquée par une instabilité générale extrême, quand elle freina les tentatives des travailleurs qui voulaient empêcher l'embarquement des machines par les européens et remettre en marche les entreprises agricoles et industrielles avec le soutien de l'UGTA. (4)

C'est ainsi que dans son communiqué du 19 juillet 1962, l'UGTA adjurait les dirigeants du FLN et les chefs de wilayas à renoncer à leurs querelles intestines. A Alger, elle organisera notamment une manifestation « unitaire » de 20 000 travailleurs contre la guerre civile. Il est vrai que l'UGTA a pu s'appuyer sur la lassitude réelle des masses et sur leurs sentiments où se

mêlaient découragement et déception. C'était en effet l'époque où les masses descendues dans la rue scandaient : « *Sabaâ snin barakat !* » (Sept ans ça suffit !).

Du côté des classes dominantes par contre, ni la « fraternité musulmane », ni la lutte commune contre le colonialisme n'ont pu empêcher l'éclatement des contradictions qui opposaient les différentes composantes du mouvement national-démocratique et qui étaient sans doute reléguées au second plan dans la période coloniale. Les antagonismes entre les différentes factions bourgeoises n'ont pas tardé à se manifester au grand jour à l'approche de l'indépendance et ont pris à partir de juillet 1962 la forme d'un affrontement armé. Rappelons seulement pour mémoire le différend qui opposa le GPRA aux forces qui constitueront par la suite le BP du FLN, la guerre entre le « groupe de Tlemcen », dont le noyau « dur » était constitué par le « clan d'Oujda », et le « groupe de Tizi-Ouzou » etc.

Mais il est clair que ce qui gênait la bourgeoisie, c'était moins la remise en marche des entreprises et leur gestion par les travailleurs, que *la mise en mouvement* de ceux-ci, même en l'absence d'une orientation et d'une direction de classe. Pour preuve, rappelons que dans l'Oranais et dans la région de Sétif c'est l'ANP elle-même qui a animé le mouvement d'« autogestion » ! Par la suite l'institutionnalisation de l'autogestion par le régime de Ben Bella constitue la meilleure preuve *a contrario* que le « contrôle ouvrier » non seulement ne remet pas en cause le pouvoir d'Etat bourgeois, sans la destruction duquel il est impossible pour le prolétariat « *d'intervenir despotiquement dans les rapports de production bourgeois* » *(Manifeste Communiste)*, mais peut être aisément récupéré par l'Etat bourgeois à des fins non tant d'accumulation du Capital que de conservation sociale.

En dénonçant les « provocations » de l'ANP, l'UGTA ne pouvait donc pas saisir qu'il était dans la logique de l'Etat auquel avait donné naissance la révolution national-démocratique en Algérie de briser physiquement l'élan des masses laborieuses. En d'autres termes, la frustration que ressentaient les masses devant le dénouement imposé à l'indépendance n'était pas sans provoquer chez elles un sentiment de découragement profond, mais cela ne suffisait pas pour autant pour les vaincre *complètement*. Or, la bourgeoisie ne pouvait prétendre à une quelconque « tranquillité » et encore moins à un quelconque « développement », sans s'assurer que les masses étaient condamnées à l'immobilisme pour une bonne période.

Sans même évoquer l'impossibilité matérielle pour la bourgeoisie algérienne d'entretenir un véritable « syndicalisme réformiste » de type occidental, qui suppose des dépenses importantes afin de corrompre une partie de la classe ouvrière, nous pouvons déjà affirmer que l'Etat bourgeois nouvellement constitué en 1962 ne pouvait pas permettre une « autonomie » même purement organisative du syndicat pour la bonne raison qu'il n'existait pas de parti politique capable de le canaliser.

Pour avoir une image du FLN au lendemain de l'indépendance il est intéressant de lire ce qu'en pensait J. Lacouture en novembre 1962 : « *Si*

redoutable dans la guerre, extraordinaire organisation de lutte clandestine, savante articulation de réseaux d'information, de groupes terroristes et de forces de guerrilla, magistral metteur en scène de la guerre d'Algérie, le FLN a imposé à l'univers l'un des sigles les plus fameux de notre temps. Mais en Algérie il attend d'exister ou plutôt de revivre » (5). Il est clair que ceci a été le résultat historique aussi bien de la répression qui suivit l'entrée de l'armée des frontières à l'intérieur de l'Algérie, avec la démobilisation et la déception d'un grand nombre de combattants et enfin de l'intégration de beaucoup de militants FLN au sein de l'appareil d'Etat et même de l'appareil productif après le départ des cadres européens.

Après avoir passé en revue les facteurs historiques qui poussaient l'Etat algérien à refuser toute « autonomie » de l'UGTA, même strictement formelle, voyons comment la bourgeoisie est arrivée à concrétiser ses objectifs.

La mise au pas de l'UGTA

C'est au 1er congrès de l'UGTA, tenu le 25 janvier 1963, que l'Etat lance son offensive consistant à se subordonner complètement la centrale syndicale. Ben Bella commence par attaquer l'« ouvriérisme » de l'UGTA et regrette l'absence des fellahs (6). Il souhaite même que la fois suivante il y ait « 80 % de turbans » dans la salle du congrès. Le procédé suivi par le BP du FLN fut des plus simples : mettre à la tête de l'UGTA une direction fantoche. D'ailleurs, c'est le ministre du travail de l'époque, B.Boumaza, qui siégait au présidium et dirigeait les débats.

Dans la salle du congrès, les partisans et les adversaires se regroupèrent de chaque côté. Dans la mesure même où les dirigeants de l'UGTA ne remettaient pas en cause l'orientation bourgeoise de FLN, mais contestaient simplement l'esprit de tutelle de celui-ci et sa volonté de se subordonner la centrale jusque sur le plan organisatif. Ben Bella n'eut aucun mal à rappeler à ses adversaires les principes auxquels ils adhéraient : « *Si l'UGTA veut conserver une autonomie de gestion, je réponds c'est normal. Si elle entend par là une autonomie politique, je dis que cela est en contradiction avec le programme de Tripoli* » (7).

Nous pouvons voir les justifications qui fondaient l'attitude du FLN dans la question syndicale en lisant ce passage du discours de son Secrétaire général de l'époque, Khider : « *La classe ouvrière avait, a, aura toujours ses propres problèmes, mais pendant la révolution elle avait oublié ses propres revendications dans un acte de foi extraordinaire.* » La bourgeoisie ne demandait en somme au prolétariat...que de continuer à « *oublier ses revendications* » dans la « *bataille de l'édification nationale* » ! Les partisans du BP n'ont pas hésité à donner comme exemple « *les travailleurs français qui, au lendemain de la Libération, ont aidé le gouvernement De Gaulle à reconstruire le pays* »(l'auteur de ce rappel, délégué de Marseille, assurera en toute logique la présidence du congrès à partir du 3e jour).

Il est inutile de s'attarder sur les méthodes de gangster utilisées par Ben Bella : truquage des élections, sabotage du congrès, intimidations, saisies de *L'Ouvrier algérien*, occupation de la tribune par des hommes de main qui avaient l'air de tout sauf de syndicalistes, présence de policiers en uniforme dans la salle du congrès (sans parler des autres...), utilisation de chômeurs ramassés par le FLN à El-Harrach contre les syndicalistes en faisant passer ces derniers pour des « messalistes » (ironie ! car Ben Bella avait à sa solde l'ancien secrétaire-adjoint du syndicat messaliste USTA, Benghazi) etc.

D'ailleurs la mise au pas de l'UGTA ne pouvait pas se réaliser autrement, si l'on considère que l'ampleur du mouvement social à l'époque ne pouvait pas ne pas dégager des franges de travailleurs décidés à ne pas s'arrêter à l'indépendance nationale. Nous pouvons en retrouver les traces jusque dans les prises de position de certains dirigeants syndicaux actifs dans l'émigration au cours de cette période.

C'est ainsi que 4 des 8 membres du comité directeur de l'AGTA (Amicale générale des travailleurs algériens) se prononcèrent contre le FLN. L'un d'entre eux, Belkaïd Abdelkader, ira jusqu'à déclarer : « *Le gouvernement parle de socialisme. Mais comment un régime qui se dit socialiste peut-il avoir peur des travailleurs ? La vérité c'est que nous avons dépassé le stade de l'indépendance pour déboucher maintenant sur les problèmes posés par la lutte de classe. Dans cette lutte que nous allons mener pour la défense du mouvement syndical algérien, nous resterons fidèles aux principes de l'internationalisme des travailleurs et nous sommes sûrs que nous rencontrerons beaucoup de sympathie parmi les travailleurs de France et d'autres pays.* » (8).

C'est alors que le Secrétaire général de l'UGTA (encore « vierge ») publiera une déclaration où il est notamment dit que « *l'AGTA n'a pas été mandatée pour parler de nos différends avec le Bureau politique...* ». En effet, avant même le 1er congrès où elle sera complètement caporalisée, l'UGTA avait commencé à prendre ses distances vis-à-vis de l'AGTA qui s'opposait à l'époque à *l'Amicale* que venaient de créer Ben Bella et ... l'« opposant » démocratique d'aujourd'hui Lebjaoui.

Après la répression ouverte, qui ne réussit pas à endiguer le développement des luttes ouvrières, Ben Bella eut recours à la politique consistant à chanter les louanges de l'autogestion, du « socialisme islamique », du « socialisme spécifiquement algérien » etc. Pire, le régime n'hésitera pas dans cette période à jouer un jeu qui, s'il a effectivement fini par agacer la bourgeoisie, n'a pas moins contribué à amortir les formidables énergies prolétariennes qui se manifestaient alors : ce jeu consistait à soutenir les grèves ouvrières...dans le secteur privé, pour mieux escamoter le caractère capitaliste de l'industrie étatique qui commençait à prendre pied, ainsi que la nature bourgeoise du pouvoir d'Etat politique.

Le developpement continu des luttes ouvrières, dont témoignaient notamment les grèves de décembre 1964 -qui concernaient entre autres les dockers d'Alger, les travailleurs de la SNTA, de Peugeot, Michelin, Durafour, les ouvriers du pétrole, etc.- ont contraint l'Etat à convoquer

d'urgence le 2e congrès de l'UGTA le 23 mars 1965.

A cette occasion, après avoir réuni la commission exécutive le 15 janvier 1965, Ben Bella supprimera le conseil national et chargera une vingtaine de membres « engagés » de la préparation du congrès. Entre-temps, la « gauche » du FLN, dans laquelle on trouvait pêle-mêle des « marxisants » douteux, des trotskystes pablistes et des opportunistes notoires, esquissait les contours d'un « syndicalisme gestionnaire » new-look, par opposition au « syndicalisme revendicatif » qui ne pouvait plus rendre compte de la « réalité complexe » que vivait à l'époque l'Algérie, qui traversait une période éminement « transitoire »...

Avec le 2e congrès de l'UGTA, la pratique jusque-là suivie par la bourgeoisie a trouvé un semblant de « justification théorique » grâce notamment aux services de ces larbins, que Boumediène récompensera trois mois plus tard comme il fallait...

C'est ainsi que Ben Bella pouvait déclarer avec le ton démagogique qui lui était propre : « *Il faut avant tout poser comme principe qu'un syndicalisme dans un pays engagé comme le nôtre dans une révolution tendant précisément à établir et à assurer le pouvoir des travailleurs* (sic) *ne peut avoir le caractère revendicatif qui doit être naturellement le sien dans un pays où le pouvoir appartient à une classe privilégiée exerçant sa domination sur les masses laborieuses.* »

NOTES

1. Le PRS par exemple soutient cette idée et se voit obligé d'exagérer l'« opposition » de l'UGTA au BP du FLN en essayant de faire passer cette « opposition » pour la manifestation d'un courant qui voulait reconstituer l'UGTA sur la base de la défense des revendications et des intérêts de la classe ouvrière. S'il ne s'agissait que d'une erreur consistant à prendre ses désirs pour la réalité, cela ne mériterait sans doute pas qu'on s'y arrête. Mais l'amalgame que le fait que le PRS renvoie directement à une position politique tout aussi étrangère au marxisme que dangereuse même pour le mouvement immédiat de la classe ouvrière. Cette position consiste à considérer comme possible et même souhaitable un « syndicalisme » qui défendrait *à la fois* les intérêts de l'économie nationale et ceux des travailleurs. La réalité quotidienne se charge elle-même de démolir cette assertion et l'opportunisme foncier de ses défenseurs.

2. Dans une interview accordée à *Alger-Républicain*, le Secrétaire général de l'UGTA de l'époque, Boualem Bouroïba, tout en affirmant que « *depuis quelques semaines, les travailleurs manifestent leurs revendications* » estimait qu'une augmentation générale des salaires entraînerait une inflation (De vrais « syndicalistes », n'est-ce-pas ?).

3. Nous pouvons lire dans la *Déclaration* de l'UGTA du 31 juillet 1962 : « *L'UGTA est sollicitée de toutes parts. Il lui est demandé de prendre position pour des homme, des groupements. Cela l'UGTA ne peut le faire sans porter atteinte à son indispensable autonomie. Elle attend de ces hommes et de ces groupements qu'ils définissent leurs programmes et leurs moyens d'action pour réaliser l'immense tâche qui doit être celle de la révolution. Par programme, elle n'entend pas une énumération de slogans, mais un inventaire détaillé des tâches et des propositions concrètes pour les résoudre.* » Cela suffit pour que Ben Bella déclare au *Monde* du 14 septembre 1962 : « *L'UGTA a joué un rôle des plus négatifs depuis l'indépendance* ».

4. En effet, l'*Ouvrier algérien* n°2 du 19 octobre 1962 rapportait qu'à El Achour (près d'Alger) le comité de gestion regroupant 40 fermes avait fait labourer 1 500 hectares de terres, arroser 150 hectares d'orangers, recolter 50 000 tonnes de raisin mais que l'argent disponible avait été réquisitionné par l'ANP, ce qui avait empêché de payer quelque 3 000 ouvriers ! Un communiqué de la Fédération des syndicats de travailleurs agricoles de novembre 1962 mettait également en cause les arguments de l'ANP.
Par ailleurs, les sous-préfets hésitaient de leur côté à reconnaître les comités de gestion et à les aider à vendre leurs récoltes.

5. Cité par F. Weiss dans *Doctrine et action syndicales en Algérie*, éd. Cujas, 1970, p. 32.

6. Malgré le chahut que faisaient les « turbans » amenés à la hâte par Ben Bella, le Secrétaire sortant, Bourouiba, dira néanmoins : « *Nous sommes accusés de faire de l'ouvriérisme. C'est faux. Mais nous affirmons que sans une organisation solide des travailleurs des villes il ne peut être question de défendre les travailleurs des campagnes. C'est au mouvement syndical ouvrier d'aider les fellahs. On a décidé de nous éliminer de la direction. Très bien. Mais je vous demande où sont la majorité et la minorité. Je vois dans cette salle beaucoup de visages inconnus et par contre beaucoup d'authentiques militants syndicalistes sont maintenant absents de cette salle. Pourquoi avez-vous fait intervenir des forces extérieures puisque vous affirmez être la majorité ? Le mouvement syndical algérien restera entaché par les actes qui ont été commis ici...* » (cité par F. Weiss, *ibid*, p. 87).

7. A ce sujet le *Programme de Tripoli* était clair : « *En tant qu'organisation de la classe laborieuse, les syndicats doivent apporter dans les formes qui leur sont propres leur nécessaire contribution à l'élaboration et à l'exécution de la politique économique et sociale du pays* ».

8. Par ailleurs, même à l'intérieur de l'UGTA, nous pouvons trouver des délégués comme Tahar Gaïd, qui ne craignit pas de rappeler de manière implicite les tentatives de corruption de l'appareil en saluant ceux parmi les syndicalistes qui avec les fonctions administratives et ministérielles et avec les privilèges matériels qui leur étaient offerts, avaient décidé de rester des militants syndicaux avec leurs salaires de 1954. Le même délégué réaffirmait sa foi dans l'internationalisme prolétarien. Un autre délégué postier, Rahmoun Dekkar, déclarait au congrès : « *Avec ce coup de force, vous allez enterrer l'UGTA. C'est extrêmement grave. Vous pouvez faire ce que vous voulez, mais les travailleurs ne vous suivront pas* » (F. Weiss, *ibid*, p. 86).

IV
L'UGTA, un syndicat « partie intégrante du pouvoir »

Incapable de diriger les affaires des classes dominantes, le régime de Ben Bella dut céder la place directement à l'ANP, « *seule force politique organisée* » du pays. En effet, non seulement la phrase démagogique et le « romantisme révolutionnaire » de Ben Bella ne suffisaient pas pour tromper les travailleurs mais il n'était pas rare que ces dernier prennent le « frère » au mot, en se lançant dans des grèves dans le secteur « privé » et en mettant dehors les patrons.

Avec Boumediène, la mise au pas de l'UGTA continue...

L'une des tâches essentielles du régime issu du coup d'Etat du 19 juin était précisément de continuer, avec beaucoup plus de rigueur certes, l'œuvre du régime précédent en ce qui concerne la mise au pas définitive de la centrale syndicale.

L'occasion ne tarda pas à se présenter pour que le régime soit poussé à donner le dernier coup. Les mesures de dénationalisation prises par Boumediène au lendemain du coup d'Etat du 19 juin avaient suscité les critiques de certains milieux syndicaux, y compris au sommet. Cela était tout à fait naturel, lorsqu'on sait que le régime de Ben Bella avait fondé tout son jeu sur la prétendue offensive contre les bourgeois du « privé ». Il allait donc de soi que le coup d'Etat militaire qui venait rassurer la bourgeoisie nationale se heurte à tous ceux qui avaient nourri des illusions sur le « socialisme ben belliste ».

Par ailleurs, le nouveau régime avait toutes les raisons de continuer et même d'accentuer l'offensive anti-ouvrière de Ben Bella étant donné la situation sociale à laquelle il se trouvait confronté. En effet, profitant des contradictions qui secouaient l'appareil syndical et qui opposaient essentiellement les « ben bellistes » et des « syndicalistes de carrière » qui applaudissaient le nouveau régime avec un zèle égal à celui qu'ils avaient déployé lors du régime précédent, les travailleurs s'étaient lancés dans des mouvements de grève continus.

Les méthodes suivies par le régime de Boumediène pour intégrer définitivement l'appareil syndical à l'Etat n'étaient pas très différentes de celles du régime de Ben Bella : il ne faisait que continuer l'œuvre de son prédécesseur avec un acharnement plus grand. Les licenciements et les arrestations des travailleurs combatifs et des militants syndicaux remuants pleuvaient, et le régime s'était vu obligé d'interdire jusqu'à l'organe officiel de l'UGTA, *Révolution et Travail* (1).

En 1968, c'est Kaïd Ahmed, représentant notoire de la grosse propriété foncière, qui avait été nommé à la tête du FLN, pour mieux s'occuper des « organisations de masse », dont la plus importante était l'UGTA. Sitôt arrivé à la tête du FLN, Kaïd Ahmed avait déclaré : « *Le moment est venu d'éliminer les éléments nuisibles qui se sont infiltrés dans le parti et les organisations nationales* » (2).

On voit de quels « éléments nuisibles » il s'agissait quand on rappelle que de 1965 à 1967, l'UGTA est passée de 250 000 membres à 150 000 ! Le 29 octobre 1968, Boumediène liquide purement et simplement la Commission exécutive « élue » par le 2e Congrès : une manière d'avouer que les bourgeois se moquent bien de la « légalité » quand ça les arrange, surtout si celle-ci a été sanctionnée par le précédent régime, comme c'est ici le cas.

Toujours en 1968, l'Etat montre sa volonté de remplacer les Unions locales par des « Fédérations professionelles », plus aptes à la manipulation et permettant de noyer les ouvriers dans l'eau trouble des cadres, plus enclins de par leur situation sociale à se pencher sur les problèmes de « gestion économique » et à escamoter les revendications des travailleurs. Le 2 février 1969, l'Etat procède à une première application de son projet : il interdit en effet toute activité aux UL d'Alger, dont l'ULAC (Alger-Centre).

Faire disparaître jusqu'à la notion même de syndicat

Le 3e Congrès de l'UGTA, tenu le 5 mai 1969, représente un moment crucial dans l'offensive bourgeoise consistant à faire disparaître de la scène jusqu'à la notion même du syndicat. En effet, c'est le 3e Congrès qui a adopté les nouveaux statuts couronnant la mise au pas de l'UGTA. Celle-ci devient officiellement « *une organisation de masse du parti FLN* ».

Dans la résolution de politique générale, il était clairement affirmé :

« *Dans le secteur d'Etat, l'UGTA se considère le partenaire nécessaire et complémentaire, et se doit de contribuer à la réalisation des objectifs de la production en dehors de toute contestation qui serait la négation du rôle gestionnaire et responsable du syndicalisme algérien* » (3).

La charte syndicale précisait : « *Il faut lutter contre la tendance de l'économisme, de la conception égalitaire en matière de salaires* », et se donnait pour objectif de « *lutter contre tout courant démagogique et ouvriériste visant à opposer les travailleurs à la couche des directeurs et des cadres* ».

A la différence de la période du « romantisme ben belliste », où l'Etat bourgeois escamotait le caractère capitaliste du secteur « public » en faisant mine de défendre les travailleurs contre les patrons du « privé », la Charte syndicale du 3e Congrès réaffirmait ouvertement la défense du capitalisme, tous secteurs confondus, contre les travailleurs : c'est ainsi que dans le secteur d'Etat « *les syndicats doivent s'élever au rang de collaborateurs responsables de l'Etat et de ses organismes économiques* », tandis que dans le secteur privé « *les syndicats doivent aussi comprendre que pendant la période transitoire* (!) *la politique économique de l'Etat se fonde sur la nécessité de tenir compte des intérêts des travailleurs et du patronat* (!!). Aussi les syndicats doivent-ils « *se garder par conséquent de formuler de grandes exigences en matière de salaires et autres avantages sociaux* ».

Du point de vue organisatif, les candidats à la Commission exécutive sont désormais choisis par le FLN. Celui-ci peut convoquer un congrès extraordinaire de l'UGTA. C'est le FLN qui prend en charge la formation des cadres syndicaux, ce qui en dit long sur le dressage de ces derniers.

Cependant, l'existence d'un appareil syndical complètement domestiqué ne pouvait suffire à elle seule à endiguer le flot du mécontentement suscité par la misère croissante des travailleurs. L'Etat bourgeois aura recours directement à sa loi et à son appareil de répression. En effet, l'article 171 du code pénal interdit carrément la grève : « *Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20 000 DA, ou de l'une des deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus* » (4).

Mais la matraque ne pouvait non plus suffire : il fallait tenter de parachever « l'encadrement » des travailleurs, nécessaire pour leur mobilisation dans les tâches d'« édification nationale ». C'est ainsi que les années 1971-72 ont vu la promulgation de la charte de la gestion « socialiste » des entreprises et la première expérimentation de celle-ci à la S.N.Métal. Il s'agissait d'une opération dont l'objectif était de faire du travailleur un « producteur-responsable » de « son » entreprise. Ce qui devait être le fruit

du travail criminel de mobilisation, de propagande et d'encadrement de l'UGTA, l'Etat bourgeois cherche désormais à l'institutionnaliser à la base, ce qui est un pas en avant dans l'embrigadement corporatif des travailleurs et dans la *tentative* de les intégrer de force aux rouages administratifs de l'entreprise (5).

En effet, le 2 avril 1973, s'est tenu sous le signe de la « révolution agraire » et de la GSE le 4e Congrès de l'UGTA. Le ministre d'Etat de l'époque, Chérif Belkacem, présidait en personne la commission de préparation.

Adapter le syndicat aux exigences de la « bataille de la production »

Les statuts sont une fois de plus révisés pour mieux adapter le syndicat à sa fonction de mobilisation de la force de travail dans la « bataille de la production ». Après ce congrès, l'Etat a entrepris la réorganisation des Unions territoriales, la mise en place des assemblées de travailleurs prévues par la charte de la GSE et enfin la préparation des congrès des différentes Fédérations.

L'objectif de l'opération était simple : il fallait rendre plus souple le mécanisme qui assurait jusque là le fonctionnement des structures syndicales pour que l'appareil arrive à jouer son rôle anti-prolétarien. La vérité c'est que si la dissolution des Unions locales et l'organisation de l'UGTA à travers une *structuration verticale* lors du 3e Congrès de 1969 ont permis de vider la centrale de toute *vie réelle* (ne disons même pas de classe), cela n'a pas tardé à avoir des répercussions sur la bourgeoisie elle-même à l'heure même où avec le lancement de la GSE, elle ressentait la nécessité de mobiliser les travailleurs pour faire face à une situation économique de plus en plus difficile.

Bref, il s'agissait pour l'Etat bourgeois d'œuvrer à « *briser toutes les barrières qui s'opposaient à la mobilisation des travailleurs* », comme le disait en 1974 le secrétaire général de la métallurgie, afin de « *créer un climat de paix sociale sans laquelle aucune mobilisation effective de toutes les énergies n'est possibles* » et ce, à travers l'instauration d'« *un dialogue ouvert et permanent entres les responsables syndicaux et les responsables gestionnaires* ».

Cependant, dès 1974, les ouvriers de la SNS de Kouba montrent qu'ils ne sont pas dupes de la véritable nature de l'opération GSE. En l'absence d'une vie syndicale réelle, les travailleurs profitent souvent de la tenue des ATU pour formuler leurs revendications matérielles, ce qui leur vaut systématiquement d'être traités comme des « gens » qui confondent les choses, qui sont toujours « hors-sujet » et qui ne savent pas distinguer les problèmes revendicatifs de ceux ayant trait à la « gestion » des entreprises, etc.(6).

Par ailleurs, la montée remarquable des luttes ouvrières durant l'été 1977 où on a assisté à plusieurs grèves générales (SNIC, dockers, cheminots,

RSTA, etc.) a mis en relief les limites du syndicat et son incapacité à contrôler et à prévenir les mouvements sociaux d'une certaine envergure. C'est ainsi que la plupart des grèves se sont déroulées en dehors de l'UGTA, et parfois à l'insu des délégués syndicaux comme cela s'est passé dans le cas de la RSTA. (7)

Un autre fait digne d'être relevé c'est que les travailleurs de la RSTA ont refusé de tomber dans le piège « autogestionnaire » tendu par l'Etat bourgeois. On se souvient de la déclaration amère de Boumediène : « *Je leur ai dit franchement : « je suis prêt, au nom de l'Etat algérien, à vous signer une ordonnance au terme de laquelle vous prendrez en main la gestion de toute la régie » ; la réponse des travailleurs a été claire, simple et limitée à des problèmes anodins* » (! !) (Discours devant la CEN-UGTA, 24.09.77).

C'est dans ce contexte social, que s'est tenu le 5e Congrès de l'UGTA en mars 1978. En effet, même si la CEN avait condamné les grèves de l'été 1977, ainsi que « *toute action entreprise en dehors des structures de l'UGTA* » dans sa fameuse motion du 26 septembre 1977, elle a dû payer son incapacité désormais évidente à faire face à la « nouvelle phase » caractérisée surtout par le réveil du prolétariat.

La nécessité de renforcer l'appareil coercitif de la centrale et de changer son personnel usé, en facilitant l'incorporation dans les organes dirigeants des syndicalistes non encore compromis aux yeux des travailleurs ainsi que l'utilisation des vendus du PAGS qui parlent un langage « ouvrier » et « socialiste », apparaît clairement à travers le discours que nous avons déjà cité de Boumediène : « *Je voudrais poser une nouvelle fois la question, particulièrement après la dernière grève : quel est l'intérêt de l'existence d'assemblées de travailleurs, si un groupe de travailleurs est capable de faire cesser le travail, sans demander l'avis de cette assemblée élue par les travailleurs ou l'avis du syndicat ?* » Quel aveu pour ce qui est de la fonction de la GSE ! D'ailleurs, c'est même à cette occasion que Boumediène s'est prononcé ouvertement pour « *une direction des travailleurs qui puisse se hisser au niveau des exigences de l'étape actuelle* ».

L'UGTA à l'heure de « l'ouverture » syndicale

On comprend très bien dans ces conditions pourquoi le 5e Congrès s'est tenu sous le signe de la « *démocratie syndicale* ». Même Yahiaoui s'est cru obligé de souhaiter « *un congrès de travailleurs et non un congrès de cadres syndicaux* ». Il s'agissait en fait d'une « ouverture » qui devait contrecarrer la clientèle de l'ancienne direction avec à sa tête Bennikous.

Dans la réalité, la préparation du Congrès rappelait tout simplement les précédents. L'encadrement des réunions préparatoires avait été minutieusement organisé à tous les niveaux. Dans les commissions de Wilayas, on peut noter la présence du commissaire du FLN, de son adjoint, du Wali et enfin du chef du secteur militaire, pour « animer » les débats sans doute ...

Les questions posées par les travailleurs à la base reviennent très souvent

sur ces points : le rôle répressif de l'UGTA sur les lieux de travail (mouchardage, attitude brutale des bureaucrates syndicaux vis-à-vis des travailleurs), la mainmise du FLN (et donc de l'Etat) sur l'UGTA, la corruption et la non-représentativité de nombreux responsables syndicaux, sans parler de la réaffirmation constante des revendications sociales (salaires, logements, retraite, transports, sécurité, licenciements, situation des vacataires). Mais, comme d'habitude, la « démocratie syndicale » marche très bien : dans les rapports des commissions de Wilayas, les problèmes soulevés par les travailleurs au niveau des AG ne figurent pas (8).

Rappelons qu'à la veille du 5e Congrès, nous avons vu s'affirmer les tenants de deux orientations aussi loin l'une que l'autre des principes d'un syndicalisme de classe et donc contraires aux intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

La première est représentée par la direction sortante (Bennikous), qui rencontrait à cette date l'approbation de la plupart des instances syndicales. Elle ne cachait nullement ses préférences pour un syndicalisme obligatoire au travers du prélèvement automatique de la cotisation syndicale sur les salaires et de l'institution d'un timbre trimestriel comme un pas vers la cotisation annuelle « *seule en mesure de stabiliser les effectifs* ». La direction sortante se prononçait également pour la suppression des fédérations car « *elles échappent au contrôle du FLN* » et risquent de constituer un terrain favorable pour des « *forces politiques manipulables* ».

La deuxième tendance, qui attirait Boumediène et que Yahiaoui a dû représenter tout au long de la préparation du 5e Congrès, se prononçait pour l'intégration de l'UGTA à toutes les décisions économiques et sociales et pour le renforcement des structures syndicales à tous les niveaux (l'expérience de 77 a montré la nécessité de ne sous-estimer aucune structure, horizontale ou verticale, apte à embrigader les travailleurs !). Cette deuxième tendance, bénéficiant de l'appui total des opportunistes du PAGS, s'est donc prononcée, contrairement à la première, pour le maintien et le regroupement des Fédérations, dans la mesure où celles-ci permettaient « *la maîtrise des problèmes socio-économiques* » et *pouvaient être pour l'UGTA un moyen de « participer à la délibération économique »*. On voit que ce qui guidait les deux tendances n'avait rien à voir avec les intérêts des travailleurs !

le 5e Congrès s'achèvera par une modification des statuts de l'UGTA dans deux sens : l'augmentation des prérogatives économiques et sociales de l'UGTA, qui doit dorénavant participer à l'élaboration et à l'exécution des « *plans de développement* » y compris les « *programmes sociaux* ». Ce pas de plus dans l'intégration complète de la centrale dans les rouages de l'appareil d'Etat ne va pas sans impliquer que « *le syndicat cesse d'être un instrument de lutte contre un Etat exploiteur pour devenir une partie intégrante du pouvoir* ».

En guise de conclusion

Ce n'est pas un hasard si avec la période de crise économique et sociale, l'Etat bourgeois a tout fait pour encourager l'accession aux responsabilités de syndicalistes connus pour leurs positions de « gauche » mais surtout pour leur démagogie. Le nouveau secrétaire général de l'UGTA, Demmen Debbih, est un ancien militant de la CGT et du PCA ayant rallié le FLN. Par ailleurs, deux membres du PAGS, ont pu accéder à la Commission exécutive nationale de la centrale.

Cette tentative de « dédoublement » de la bureaucratie syndicale répond évidemment à un besoin pressant de la bourgeoisie, à savoir se donner des structures capables d'amortir les poussées combatives des larges secteurs de la classe ouvrière qui ont commencé à bouger. Il n'en a pas fallu davantage pour que les trotskystes du GCR en déduisent : *« Si cette bureaucratie continue de s'affirmer « partie intégrante du pouvoir » et prend en charge l'institution de la collaboration de classe à travers la GSE, elle est obligée dans le même temps d'exprimer un minimum les aspirations ouvrières et de favoriser ainsi un développement de l'UGTA »* (10).

Pour le GCR, les assises du 5e Congrès de l'UGTA *« ont inauguré un nouveau climat au sein de l'UGTA qui s'efforce de refléter un minimum l'aspiration des travailleurs à la démocratie syndicale »*. Et le GCR de conclure : *« Par certains aspects, cette nouvelle réalité syndicale crée des conditions de lutte plus favorables aux militants révolutionnaires »*, le rôle des trotskystes étant d'*« aider »* les ouvriers *« à s'affranchir des bureaucrates corrompus et à se réapproprier leur organisation syndicale »*.

Les trotskystes de la IVe Internationale donnent donc comme perspective la reconquête de l'UGTA à une direction de classe. Et en s'appuyant sur quel argument ? Uniquement sur le fait que malgré la constatation que la bureaucratie syndicale fait « partie intégrante du pouvoir », elle est obligée de s'efforcer de rester sensible aux « aspirations ouvrières ».

En réalité ce n'est pas seulement les syndicats de classe qui doivent être sensibles à ces aspirations. Même les syndicats dont l'appareil est aux mains de l'adversaire doivent « exprimer un minimum les aspirations ouvrières ». Et pas seulement les syndicats réformistes et social-impérialistes d'Europe ou d'Amérique du Nord, également les syndicats d'Etat officiels des pays de l'Est, tout comme hier les syndicats fascistes ou nazis ou encore les syndicats organisés par la police tsariste en Russie.

La bourgeoisie doit en effet s'efforcer de prendre appui sur les luttes de résistance immédiate, qui en elles-mêmes ne sont pas révolutionnaires même si elles fournissent un terrain de regroupement naturel des forces de classe et de préparation révolutionaire, pour tenter de les maintenir dans la coexistence avec la classe bourgeoise et son Etat, en divisant au maximum les catégories, etc. Et on pourrait donner des exemples historiques démontrant par exemple que le fascisme en Italie ou le nazisme en

Allemagne surent avancer eux *aussi* à certains moments des revendications qui apportaient des avantages économiques à certaines catégories de travailleurs.

Avec cet argument de la sensibilité aux aspirations ouvrières, les trotskystes peuvent donc partir à la conquête de tout syndicat, même fasciste ou policier, et donc pourquoi pas de l'Etat bourgeois lui-même !

Le fait que les masses ouvrières soient influencées par *les syndicats d'Etat*, qu'ils prennent leur origine dans la victoire de la contre-révolution bourgeoise, comme c'est le cas des syndicats fascistes ou qu'ils soient devenus des syndicats d'Etat à la suite de la victoire du mouvement national bourgeois anti-impérialiste comme c'est le cas dans de nombreux pays du Tiers-monde, ne saurait cependant laisser les marxistes indifférents. Il serait tout aussi faux d'abandonner les travailleurs à l'influence de ces syndicats que de chercher à conquérir ces organisations ou à infléchir leur orientation.

La perspective du marxisme révolutionnaire est donc la suivante :

1)Défense de la nécessité de l'associationnisme de classe, de la nécessité d'organisations indépendantes de l'Etat, et se fixant pour seul principe la défense des intérêts immédiats et historiques du prolétariat contre la bourgeoisie et son Etat.

2) Travail de liaison des prolétaires combatifs déjà conscients de cette nécessité hors de l'emprise des idéologies nationalistes et inter-classistes avant que la révolte des masses ouvrières par rapport aux directives des organisations existantes et à l' organisation existante ne mettent à l'ordre du jour la création à grande échelle de larges organisations de lutte de défense prolétarienne.

3)Dans ce but, travail également à l'intérieur des syndicats et organisations actuelles, non pas pour les conquérir, ce qui exclut toute prise de responsabilités même locale et périphérique, mais pour dénoncer leur finalité contre-révolutionnaire, agiter le besoin de l'organisation indépendante, et arracher sur le terrain pratique des poussées de lutte des masses prolétariennes à l'influence des bureaucraties syndicales, lutte qui doit être menée avec les moyens qui tiennent compte du contrôle policier et du besoin de préserver l'avenir de la lutte prolétarienne.

Quelques références sur la question syndicale dans notre travail de Parti

Nécessité d'associations ouvrières à caractère économique

« Au-delà du problème contingent de la participation ou non-participation du parti communiste révolutionnaire au travail de tel ou tel type de syndicat, dans tel ou tel pays, les éléments de la question rassemblés ci-dessus amènent à la conclusion que toute perspective d'un mouvement révolutionnaire général implique la présence des facteurs fondamentaux suivants :

« 1) un nombreux prolétariat de purs salariés ;

« 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique comprenant une partie importante du prolétariat ;

« 3) un fort parti de classe révolutionnaire dans lequel militera une minorité des travailleurs, mais auquel le développement de la lutte aura permis d'opposer efficacement et de façon large son influence à celle de la classe et du pouvoir bourgeois au sein du mouvement syndical » *(Parti révolutionnaire et action économique).*

« [Avec] la prise du pouvoir par le prolétariat et [...] l'instauration de sa dictature révolutionnaire, la forme syndicat ne disparaîtra pas ; non seulement elle devra renaître au cas où elle aurait été supplantée par d'autres organismes intermédiaires plus conformes aux exigences de la lutte révolutionnaire, mais c'est alors que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle constituera un maillon capable de souder solidement au Parti la classe que sa structure lui permet d'organiser centralement dans sa totalité. Le chemin qui conduira du capitalisme au communisme ne pouvant qu'être long, difficile et tourmenté, semé de luttes gigantesques à l'échelle mondiale, un tel maillon sera d'importance vitale, car même là où la victoire politique aura été remportée, il ne sera pas possible de vaincre l'inertie des formes mercantiles ni de les extirper du jour au lendemain » *(Le Parti devant la question syndicale).*

« Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui [...].

Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action » *(Thèses de Rome).*

L'évolution contre-révolutionnaire des centrales syndicales dans les pays impérialistes

« Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa *police politique* aux yeux de la classe ouvrière.

« Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie travailliste est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors, tous les efforts de l'aristocratie travailliste au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de la destruction.

« L'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, produit une situation dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment) une bureaucratie réformiste, que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le *social-réformisme* doit être transformé en *social-impérialisme*, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue » (Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste).*

« Quelles qu'aient été les vicissitudes complexes de cette évolution totalitaire, jamais la bourgeoisie n'adopta la solution qui aurait consisté à abolir le mouvement syndical. Tout au contraire, elle préconisa et réalisa la co titution d'un nouveau réseau syndical pl ment contrôlé par le parti contre-révoluti naire, réseau unique et unitaire strictem soumis à l'appareil administratif et étatiq sous une forme ou une autre.

« Même là où, après la seconde guerre totalitarisme capitaliste a été remplacé, se la thèse politique vulgaire, par le libé lisme démocratique, la dynamique syndic a continué à être soumise au contrôle l'Etat, s'insérant dans les organes admi tratifs officiels. Réalisateur dialectique vieilles revendications réformistes, le fas me a satisfait en particulier celle de la connaissance juridique du syndicat afin q puisse conclure des contrats collectifs le patronat, jusqu'à emprisonner réellem tout l'appareil syndical dans ces rouages pouvoir bourgeois » *(Parti révolutionnair action économique).*

« [...] « Il est tout aussi vrai *que no n'avons rien à défendre* dans les syndica d'aujourd'hui et que nous devons affirm *contre eux* le *principe permanent* de l'as ciationnisme ouvrier qui est un facteur d développement des luttes de classe, tout soutenant qu'il en est aussi un produit que la réalisation de ce principe est *conditio née* par ce développement *(Le Parti deva la question syndicale).*

Le travail dans les syndicats actuels

« [...] Dans les phases difficiles de la formation des associations économiques, on doit considérer comme se prêtant au travail du parti les organisations dont la composition est purement prolétarienne, auxquelles l'adhésion est volontaire, mais qui n'imposent pas d'opinions politiques, religieuses ou sociales données à leurs adhérents. Tel n'est pas le cas des organisations confessionnelles ou à adhésion obligatoire, ou celles qui sont devenues partie intégrante de l'Etat *(Thèses caractéristiques du Parti).*

« En Italie et en France, où subsistent pl sieurs syndicats, la place de nos militants de nos groupes communistes est dans CGIL et la CGT. Ce n'est pas que le parti considère comme des syndicats « de classe ce n'est ni seulement ni surtout parce qu' rassemblent le plus grand nombre d'ouvrie puisque désormais les autres centrales

groupent elles aussi de forts pourcentages de purs salariés : c'est parce qu'ils constituent le champ d'action spécifique du pire agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, cet ultra-opportunisme stalinien, qui, après avoir achevé son œuvre de destruction du mouvement ouvrier, est devenu directement un pilier de la conservation sociale » *(Le Parti devant la question syndicale).*

« [...] S'il arrive pourtant qu'une sciission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique [...] » *(Thèses de l'IC sur la question syndicale).*

La perspective de la renaissance d'organisations de classe

« Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des *formes* que prendra la reprise de la lutte de classe et des *modes* d'organisation qu'elle tendra à se donner : c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme » *(Le Parti devant la question syndicale).*

« [La renaissance d'organisme immédiats] n'exclut pas qu'on puisse avoir les conjonctures les plus variées dans la modification, la dissolution et la reconstitution d'associations de type syndical, si l'on considère toutes celles qui existent dans les différents pays et qui, soit descendent des organisations traditionnelles revendiquant la méthode de la lutte de classe, soit se réclament des méthodes les plus diverses et même de doctrines sociales conservatrices *(Parti révolutionnaire et action économique).*

« [La reprise de classe] s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire, ce ne seront pas les syndicats : dans la révolution russe, ce ne sont pas eux mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la Révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme, où règnera non pas le calme apparent de la période « démocratique » du capitalisme, mais plus encore qu'après la première guerre mondiale, la haute tension politique qui caractérise les grands tournants de l'histoire [...] » *(Le Parti devant la question syndicale).*

• • •

Bibliographie sommaire

- « *Rapports entre parti et classe, action de classe et associations économiques ouvrières dans le communisme révolutionnaire* », série de citations de textes classiques parue dans Le Prolétaire *n°s 120 et 121.*
- « *Le réformisme syndical* » *(1921)*, Le Prolétaire *n° 155 ; Trotsky*, Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste *(1940) ;* « *Parti révolutionnaire et action économique* » *(1951)*, Le Prolétaire *n° 121 ;* « *Théorie et pratique du réformisme syndical* », Il programma comunista, *n° 19/1973.*
- « *Les scissions syndicales en Italie* » *(1949)*, Il Programma comunista *n° 2/1972 ;* « *Mouvement ouvrier et internationales syndicales* » *(1949)*, Le Prolétaire *n° 162 ;* « *La méthode du syndicat et l'arme de la grève* » *(1949)*, Le Prolétaire *n° 158.*
- « *Le parti devant la question syndicale* » *(1972)*, Programme communiste *n° 53-54 ;* « *Marxisme et question syndicale* » *(1972)*, Le Prolétaire *n°s 126 à 128.*
- « *Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine* », *thèses du IIe Congrès de l'IC, 1920 ;* « *Thèses de Rome* » *(1922) et* « *Thèses caractéristiques du Parti* » *(1951)*, dans Défense de la continuité du Programme communiste.
- « *Le rôle du délégué d'usine et nos tâches* », Il Programma comunista *n°s 15 et 16, juillet-août 1973.*

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

الموضوعات الاساسية للحزب

- الموضوعات الاساسية للحزب.
- موضوعات واضافات حول المسالتين الوطنية والكولونيالية

دار البرنامج الشيوعي

el-oumami

l'internationaliste - الاممي

organe du parti communiste international

الاممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الاممي

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme — 7 €
2. Parti et classe — 3 €
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire — épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste — 2 €
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») — 15 €
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe — épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) — 7,5 €
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) — 4,5 €
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) — 9 €
10. Eléments de l'économie marxiste — 9 €

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe — 1 €
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois — 1 €
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) — 1 €
8. Violence, terrorisme et lutte de classe — 1 €
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) — 1 €
11. Auschwitz ou le grand alibi — 1 €
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration — 1 €
13. Le marxisme et l'Iran — 1 €
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte — 1 €
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) — 1 €
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) — 1,5 €
18. Vive la lutte des ouvriers polonais! — 1 €
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste — 2 €
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques — 0,5 €
21. Lénine sur le chemin de la révolution — 1,5 €
22. Marxisme et science bourgeoise — 1,5 €
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme — 1,5 €
24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe — 1 €
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne — 1,5 €
26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons — 1,5 €
27 Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! — 1,5 €

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme — 1 €
- Nouvelle-Calédonie: Indépendance immédiate et sans condition ! — 1 €
- Pour un anti-racisme prolétarien — 1 €
- Révolution et contre-révolution en Russie — 1 €
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre antiprolétarien — 0,5 €
- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe — 1 €
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) — 1 €

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979) — 1 €
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981) — 1 €
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» — 1 €

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) — 2 à 3 € le numéro
- Numéros 51 à 57 — 2 €
- Numéro 58 (112 pages) — 4 €
- Numéros 59 à 88 — 2 €
- Numéro 89 — 3 €
- Numéros 90 à 96 — 4 €

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky — 7,5 €

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista:
  vol. I (1912-1919) — 15 €
  vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919) — 4,5 €
  vol. II (1919-1920) — 18 €
  vol. III (1920-1921) — épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi — 22,5 €
- Classe Partito Stato nella teoria marxista — 1,5 €
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale — épuisé

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario — 2 €
2. In difesa della continuità del programma comunista — épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico — épuisé
4. Partito e classe — 2 €
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati — 2 €
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti — épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni — 2 €

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia — 1,5 €
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi — 1,5 €
- Il proletariato e la guerra — 1,5 €
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale — 1,5 €

Reprint « Il comunista »

- Marxismo e scienza borghese — 2 €
- La lotta di classe dei popoli non bianchi — 1,5 €
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista — 8 €
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune — 4,5 €
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) — 2 €
- Abaco della economia marxista — 2 €
- Lotta di classe e questione femminile — 2 €
- La teoria marxista della moneta — 2 €
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale — 2 €
- Antimilitarismo di classe e guerra — 4€

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di clase — 1,5 €
- La lotta di classe ridvampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) — 1,5 €
- Il marxismo e l'Iran (1980) — 1,5 €
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C.Internazionale, 1981) — 2 €
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindicale — 1,5 €
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) — 1,5 €
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe! — 1,5 €

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism — 4,5 €
- Party and Class — 4,5 €

Communist Program Ns 1 to 7 — 3 €
The Party's Programme — 1,5 €

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario — 4 €
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase — 4 €
3. Partido y clase — épuisé

El Programa Comunista

- n°1 à 38, n°40 — 2 €
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) — 2 €
- n° 41, 42, 43 — 3 €
- La epopeya del proletariado bolviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) — 1,5 €

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei — 3 €
2. Revolution und Konterrevolution in Russland — 3 €
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus — 2 €
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus — 3 €
5. Was heisste, den Marxismus zu verteidigen? — 4 €
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf — 3 €

Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28) — 3 €

EN ARABE

- Pour le parti ouvrier indépendant — 1 €
- Thèses caractéristiques du parti — 1,5 €
- Les communistes et la question de la liberté politique — 1,5 €
- Manifeste du P.C. International — 2 €
- Ce qui distingue notre parti — 1 €

EN PORTUGUAIS

1. Teses caracteristicas do partido — 1,5 €
2. Lições das contra-revoluções — 1,5 €
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario — 1,5 €
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro — 1,5 €

EN TURC

- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels) — 1,5 €
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim — 1 €
- Bulletin **Enternationalist Proleter** (3 nos parus) — 1 €

EN HOLLANDAIS

- Het demokratisch principe — 1 €

EN POLONAIS

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej — 1,5 €

EN PERSE

- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt. — 1,5 €
- Les fedayins et la question de l'Etat — 1 €

EN GREC

- Parti et classe — 3 €

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser — 3 €

NOTES DE LA IVème PARTIE

1. En septembre 1965, Le Monde pouvait écrire:" Un des signes caractéristiques de cette période est l'attitude du patronat qui, visiblement, depuis le 19 juin, a repris beaucoup d'assurance. Cette réaction se manifeste par de nombreux licenciements qui visent principalement les anciens moudjahidines reclassés et les militants syndicaux." Il était donc naturel que la classe ouvrière réagisse à cet état de faits comme en témoignent les grèves qui ont eu lieu dans cette période.

2. A Oran seulement, les effectifs de l'union locale seraient tombés de 20 000 en 1964-65 à 7000 en 66.

3. L'ancien secrétaire-général de l'UGTA pouvait par exemple déclarer : "Il faudra éduquer (les travailleurs) constamment jusqu'à la transformation totale de la mentalité revendicative." (El Moudjahid du 16/5/69).

4. Il est de tradition que le langage juridique de la bourgeoisie fasse mine de parler comme si l'Etat et le droit étaient "au-dessus des classes", ce qui pousse les imbéciles à tenter de recourir à la bourgeoisie pour s'opposer aux licenciements collectifs et à la fermeture des entreprises. Dans la réalité, le droit bourgeois prévoit toutes les actions auxquelles peuvent recourir les patrons. C'est ainsi que même le fameux statut du travailleur stipule : "Lorsque des raisons économiques valables (pour l'économie capitaliste évidemment !) le justifient, l'organisme employeur peut procéder à une compression des effectifs." (art. 170)

5. Le rapport de la commission nationale de la GSE affirme : "Il faut admettre que les structures administratives dans l'entreprise ne constituent pas un obstacle mais un relais technique soumis aux injonctions politiques du pouvoir révolutionnaire dont procède le syndicat."

6. Dans son numéro du 28/11/75 l'organe du F L N , Révolution Africaine, écrit : "Il faut souligner que la première réaction des travailleurs fut de considérer le directeur comme un ennemi et de rentrer en conflit avec lui" et, Révolution Africaine ajoute : "En juillet 1974 lors de la conférence nationale de la GSE on avait noté particulièrement l'existence de ce conflit au sein des entreprises."

7. Rappelons au passage que le réveil du prolétariat survient au moment où la bourgeoisie s'enfonce dans une crise économique de plus en plus aigüe. C' est ainsi que l'organe du FLN, Révolution Africaine, écrivait le 1/3/78 : "Les usines acquises au prix de sacrifices énormes ne produisent pas ce qu'elles devraient produire, les chantiers accusent des retards." Remarquons que six mois auparavant, l'état de la production était déjà alarmant au point que Boumediène s'est cru obligé de recourir à la menace : "Les sanctions les plus sévères seront instaurées contre le gaspillage, le laisser-aller, la paresse, la tendance au parasitisme."! (Discours à l'APN du 31/3/77)

8. Même El Moudjahid se permettait de relever les exemples "décevants" : un délégué cheminot d'Alger-Centre a par exemple démontré le fait que " les propositions des travailleurs faites au cours des centaines d'assemblées générales tenues au niveau de l'UT d'Alger-Centre, ne figurent pas dans le rapport de synthèse réalisé au niveau de l'instance." (le 1/3/78)

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les travailleurs participent très faiblement aux "élections" de délégués. La presse officielle reconnait qu'à Batna, 11% seulement des travailleurs syndiqués ont participé aux élections. Dans certains secteurs, comme la Sonarem de Ouenza ou la SNIC de Skikda, on assiste à un boycott pur et simple. A Alger, les manipulations du F L N ont été publiquement dénoncées par les travailleurs. A Annaba, il a été relevé le caractère non-représentatif des candidats sélectionnés par le FLN.

10. Et-Talia de juin 79. Toutes les citations du GCR en sont extraites.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.